

*Droit fiscal*

Quant au premier de ces objectifs, le non-leadership du gouvernement et l'érosion croissante de sa crédibilité sont patents. Il est devenu pour ainsi dire impossible de réellement croire les actes ou les promesses du gouvernement. Nous vivons une période où le néologisme, le double sens et le jargon bureaucratique n'ont jamais eu autant cours dans les affaires politiques du Canada. Arrêtons-nous un instant sur certains exemples récents.

Au cours de la récente campagne électorale dont mes amis d'en face sont très fiers, le premier ministre (M. Trudeau) a lancé le slogan suivant: «Il faut prendre les rênes, il faut lutter contre l'inflation». Le 31 janvier, le premier ministre insistait encore là-dessus, déclarant à Montréal:

Vous nous avez demandé de prendre les rênes du pouvoir...

Je ne sais si personne le lui a demandé. D'après moi, il demandait le droit de prendre les rênes du pouvoir. En tout cas, le premier ministre a dit:

Vous nous avez demandé de prendre les rênes du pouvoir et c'est ce que nous faisons.

La suite de ce discours est très intéressante. Il a énuméré les fléaux qui s'abattent sur le pays. Ce qui est curieux dans ce discours, c'est que le gouvernement voulait parler de l'avenir, de l'époque qui suivrait le passage de tous ces fléaux. Le premier ministre a mis les troubles de notre société sur le compte du scandale du Watergate, des journalistes et de la faiblesse de l'opposition.

**Une voix:** Et du temps.

**M. Stanfield:** Je ne sais pas s'il a parlé du temps ce jour-là, mais bientôt...

**Une voix:** Il n'était pas dans son assiette.

● (1520)

**M. Stanfield:** Mais avant longtemps il rejettera sur les sans-emploi la faute du chômage parce qu'après tout, s'ils avaient un emploi ils ne seraient pas en chômage, et si les prix n'étaient pas aussi élevés l'inflation ne constituerait pas un tel problème.

A Montréal, le premier ministre a tenu les propos suivants sur la presse:

Ils n'ont pas de solution eux non plus.

Je ne sais pas si ce «eux non plus» s'adressait à nous ou au gouvernement, mais c'est là en tout cas ce qu'il a dit. Et il a ajouté:

Ils peuvent un jour écrire un éditorial préconisant telle solution et dire le contraire la semaine suivante, personne ne s'en rappelle. Ils n'ont pas besoin d'être logiques.

On a donc l'impression que le premier ministre digère assez mal l'incohérence. Mais, à y regarder de plus près, il devient évident que c'est seulement chez autrui que l'incohérence réelle ou supposée irrite le très honorable premier ministre car, s'il devait souffrir de l'incohérence en général, il serait maintenant la proie de maux épouvantables, vu son palmarès et celui du ministre des Finances (M. Turner).

Je n'infligerai pas à la Chambre un résumé détaillé de tout le passé de caméléon du ministre. Souvenez-vous par exemple un instant que durant la campagne de 1972 les

[M. Stanfield.]

restrictions fiscales que nous propositions allaient mener le pays à la faillite et à sa perte, que la modeste augmentation des pensions de vieillesse que nous propositions en compensation de l'augmentation du coût de la vie allait elle-aussi mettre le pays sur les genoux, et qu'enfin le pays ne devait jamais survivre à l'indexation des impôts sur le revenu. A peine quelques mois plus tard, c'est le ministre des Finances qui lui-même présentait toutes ces mesures à la Chambre, vantant leur opportunité et s'extasiant sur les progrès merveilleux qu'elles constituaient.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Nous avons fait en sorte qu'elles donnent des résultats.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Stanfield:** Elles ont donné des résultats politiques. Je ne voudrais pas offenser mon ami, mais permettez-moi de dire que c'est leur seul critère: l'efficacité politique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** S'ils pensent que cela va marcher politiquement, ils raconteront n'importe quoi. Le premier ministre, durant la campagne électorale a dit, avec l'approbation du ministre des Finances, que les conservateurs n'avaient même pas la patience de donner aux libéraux quelques semaines pour montrer clairement qu'ils maîtrisaient l'inflation et allaient la terrasser. Songez aux gorges chaudes qu'ils ont faites durant cette campagne électorale à propos de notre insistance sur la nécessité d'une lutte commune contre l'inflation. Mais combien de temps après cette campagne électorale le ministre des Finances annonçait-il, à Vancouver je crois, la nécessité d'établir un consensus? Ils n'ont même pas attendu l'année du lièvre pour apporter ce changement!

Les manques de logique du ministre, du premier ministre et du gouvernement dépassent certainement par leur ampleur tout article publié dans les journaux qu'on peut avoir signalé à l'intention du premier ministre. Mais il faut aussi noter, et c'est ce qui est important, que personne n'élit les journalistes et les rédacteurs pour qu'ils remédient à la situation au Canada, et qu'on leur demande simplement d'en parler ou d'écrire à ce sujet. Par ailleurs, je dois l'avouer, les Canadiens ont bel et bien élu le gouvernement.

Cependant, très peu se fait ou semble même se faire sous ce même gouvernement et les Canadiens se rendent compte qu'ils ont été bernés. Pourtant, dans trois ou quatre ans, on aura peut-être oublié que le gouvernement a manqué à sa parole. Je ne veux pas parler des prochaines élections, mais à mon avis, si le premier ministre veut savoir d'où vient la désillusion et le désordre social, c'est le fait que les Canadiens se rendent compte que le gouvernement du Canada est isolé, suffisant et arrogant...

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** C'est cette prise de conscience qui est à la source du malaise qui règne actuellement au Canada, plus que Watergate, que l'opposition, que la presse et que toute autre cause. Le premier ministre et le gouvernement vivent sur une autre planète s'ils sont incapables de s'en apercevoir.